

Rébellion au Burundi : Vite une médiation !

Le Pays, 19 septembre 2010 Une fois de plus, les civils burundais ont payé le lourd tribut de la mal gouvernance politique de leur président Pierre Nkurunziza. En effet, le mercredi 15 septembre dernier, au nord-ouest de Bujumbura, des hommes lourdement armés ont encore froidement abattu au moins sept civils et fait dix blessés dont certains sont dans un état critique. L'on se souvient aussi que dans la nuit du 10 au 11 septembre dernier, un policier et quatre civils avaient péri dans un autre affrontement survenu au nord et au centre de ce pays. Le moins que l'on puisse dire est que cette attaque, qui a la particularité d'être perpétrée en plein jour, constitue un signal fort des rebelles en direction du pouvoir burundais.

Si, pour de nombreux observateurs, ces groupes armés ne sont ni plus, ni moins qu'une nouvelle rébellion qui refait surface dans ce pays, pour les autorités burundaises, on a plutôt affaire à des bandits non encore identifiés qui violent, pillent et tuent les populations. Toujours est-il que, comme pour inviter Nkurunziza à revoir sa copie, les rebelles semblent prêts à mettre le pays à feu et à sang. Mais est-ce la bonne manière de se faire entendre ? Sans doute, non. Certes, l'on peut comprendre la grande animosité qu'ils nourrissent à l'égard du président burundais qui a installé un régime autocratique dans lequel sa seule voix est l'unique qui compte. Mais les rebelles aussi recherchent par le fait d'avoir opté pour la solution des armes. En tout cas, si tant est qu'ils luttent pour l'intégrité territoriale de leur pays, il n'est ni raisonnable pour les opposants à Nkurunziza de rendre coup pour coup, au risque de passer eux-mêmes pour des va-t-en-guerre. En tout état de cause, les deux attaques sanglantes, perpétrées en moins d'une semaine d'intervalle, manquent de suffisance que le Burundi, qui sort à peine de treize ans de guerre civile, court encore le risque de raviver ses vieux démons. L'on se demande ce qu'attendent la communauté internationale en général et l'Union africaine en particulier pour étouffer le mal dans le giron avant qu'il ne prenne définitivement racine. Faut-il encore attendre l'irréparable pour précipiter sur les ruines ? Un médecin après la mort est loin d'être un. Alors, vite une médiation ! Boukindi COUL